B - Les Hommes

Population

Le solde naturel ne compense plus le solde migratoire

Après le recensement de 1999 et pour la première fois depuis 1946, l'Aisne perd des habitants, plus par une déperdition du solde naturel que par son solde migratoire négatif.

La différence des entrées-sorties est du même ordre qu'au cours de la décennie précédente. Les agglomérations axonaises perdent toujours des habitants : presque 4 000 en 9 ans dont 2 600 dans les villes de plus de 10 000 habitants, en particulier à Saint-Quentin, Château-Thierry et Chauny.

D'ailleurs, le solde migratoire des communes de plus de 10 000 habitants s'élève à – 11 000, ce qui représente les deux tiers du déficit migratoire de l'Aisne. Les communes rurales continuent de gagner des habitants mais beaucoup moins qu'avant. Maintenant, les gens partent aussi des zones rurales plus qu'ils n'y arrivent. Seules les communes rurales de plus de 1 000 habitants continuent d'attirer de la population

La perte de population continue d'affecter le nord de l'Aisne. La croissance du sud diminue. Ainsi, les arrondissements de Saint-Quentin et de Vervins ont perdu 0,2 % d'habitants par an, pourcentage le plus élevé de la région. Celui de Vervins est toujours particulièrement touché. L'arrondissement de Saint-Quentin affiche le taux de variation annuel moyen lié au solde migratoire le plus négatif de la région.

A l'opposé du département, la population de l'arrondissement de Château-Thierry a crû de + 0,4 % par an. Malgré la légère perte d'habitants du chef-lieu, cet arrondissement détient le seul solde migratoire positif du département.

L'arrondissement de Soissons gagne toujours des habitants, malgré que le canton de Soissons continue d'en perdre.

Communes les plus peuplées de l'Aisne en 1999

Communes	Population sans double compte
Saint-Quentin	59 066
Soissons	29 453
Laon	26 265
Tergnier	15 069
Château-Thierry	14 967
Chauny	12 523
Hirson	10 337
Villers-Cotterêts	9 839
Bohain-en-Vermandois	6 600
Guise	5 901
Gauchy	5 621
Belleu	4 031
Saint-Michel	3 656
Fère-en-Tardenois	3 356
Fresnoy-le-Grand	3 272
Beautor	2 977
Le Nouvion-en-Thiérache	2 917
La Fère	2 817
Charly	2 727
Vervins	2 653

Source : INSEE

Rappel des recensements précédents

1954	1962	1968	1975	1982	1990	1994	1995	1999	2004*
468 759	512 597	526 029	533 862	533 970	537 259	538 744	539 346	535 485	535 692

* Estimation

Source : INSEE

Regard sur les Axonais

En 1999, le département de l'Aisne est le 45ème département français par sa population avec 535 485 habitants. Avec 7 373 km2 et 73 habitants/km2 en 1999, l'Aisne a une densité de population inférieure à celle de la Picardie (96 habitants/km2) et à celle de la moyenne provinciale (89 habitants/km2). La natalité dans l'Aisne est importante avec un taux de 13,1 % entre 1990 et 1999. Malgré une population jeune (26,8 % de la population a 19 ans ou moins), le taux de mortalité de l'Aisne s'élève à 10 % entre 1990 et 1999.

Dès janvier 2004, le recensement général de la population devient annuel. Dans l'Aisne, seul un cinquième des communes de moins de 10 000 habitants a été recensé en 2004 ; ces résultats sont considérés comme provisoires jusque fin 2008, date du recensement de chaque commune française.

Natalité, situation matrimoniale, divorces, décès

Années	Naissances	Décès	Mariages	PACS	Divorces
2000	7 284	5 357	2 860	115	989
2001	7 008	5 368	2 669	116	963
2002	6 906	5 514	2 566	159	1 016
2003	6 841	5 558	-	194	-

Source : INSEE

Etrangers par nationalité en 1999

	Aisne	Oise	Somme	Picardie
Etrangers de l'Union européenne	5 957	14 301	3 361	23 619
dont Portugais	3 337	8 969	1 792	14 098
Espagnols	719	1 296	262	2 277
Italiens	754	1 249	258	2 261
Etrangers hors Union européenne	7 983	23 974	6 300	38 257
dont Algériens	1 372	4 341	858	6 571
Marocains	3 445	8 231	2 516	14 192
Tunisiens	236	926	243	1 405
Turcs	925	2 964	213	4 102
TOTAL	13 940	38 275	9 661	61 876

Source : INSEE

Répartition de la population totale par catégorie socio-professionnelle en 1999

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	
				Nombre	%
Agriculteurs exploitants	6 603	4 560	7 433	18 596	1,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	12 212	18 282	12 790	43 284	2,3
Cadres, professions intellectuelles	15 491	35 374	19 303	70 168	3,8
Professions intermédiaires	42 173	79 686	46 019	167 878	9,0
Employés	65 451	101 888	67 501	234 840	12,6
Ouvriers	85 329	115 055	86 057	286 441	15,4
Retraités	96 480	111 553	99 435	307 468	16,6
Sans activité	212 141	299 640	217 308	729 089	39,2
TOTAL	535 880	766 038	555 846	1 857 764	100,0

Source : INSEE 1999

Structure et évolution des exploitations agricoles

Des exploitations moins nombreuses avec une surface moyenne plus élevée

La diminution du nombre des actifs permanents accompagne la baisse du nombre d'exploitations agricoles. Les exploitations sont de plus en plus grandes. Leur surface progresse de plus de 32 % en douze ans. La taille moyenne est de 82 ha. Les structures professionnelles atteignent 111 ha.

L'Aisne dénombre au total près de 6 100 exploitations d'une surface moyenne de 82 ha. Parmi elles, 4 372 exploitations sont dites professionnelles, c'est-à-dire que l'emploi que chacune d'elle génère équivaut au moins aux trois quarts d'un équivalent temps complet sur une année et que sa dimension économique atteint au moins 12 ha équivalent blé.

Superficie totale :
→ 736 912 ha

Nombre d'exploitations :
→ 6 070

SAU totale :
→ 497 639 ha

SAU moyenne :
→ 82 ha

Zoom sur les exploitations agricoles

4 372 exploitations professionnelles dans l'Aisne en 2000

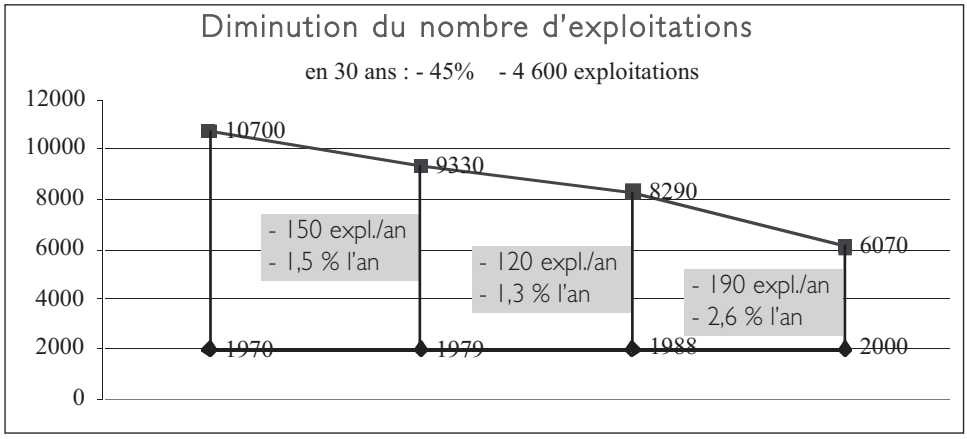
110 ha de surface agricole en moyenne par exploitation professionnelle

Perte de 27 % des exploitations mais augmentation de la surface moyenne (+ 36 %) par rapport à 1988

Taille moyenne des exploitations

	Nombre d'exploitations			SAU moyenne		
	1979	1988	2000	1979	1988	2000
Exploitations professionnelles	6 908	6 015	4 372	71	81	110
Autres exploitations	2 416	2 270	1 695	7	7	10
Toutes exploitations	9 326	8 285	6 067	54	61	82
Exploitations de 100 ha et plus	1 501	1 642	1 961	186	185	190

Source : Ministère de l'Agriculture



Source : INSEE 2000

Définition

L'exploitation agricole est une unité économique qui participe à la production agricole et qui répond à l'un des critères de dimension suivants :
- un hectare ou plus de superficie agricole utilisée
- 20 ares de petits fruits, 5 ares de maraîchage…
- activité de production supérieure à un minimum d'une tonne de champignons, 2 tonnes d'endives, 1 vache, 1 jument, 10 ruches, etc…

Sept exploitations sur dix sont professionnelles

Sur les 6 070 unités recensées, 4 372, soit 72 %, sont dites «professionnelles». Elles occupent 10 220 emplois équivalent temps complet et cultivent 481 000 ha, soit 92 % de la main d'œuvre et 97 % de la surface agricole utilisée. Elles dégagent une marge brute standard moyenne (soit un potentiel économique) de 126 unités de dimension européenne (UDE) par exploitation dans la classification européenne. La moitié des exploitations professionnelles et le tiers de toutes les exploitations ont une dimension économique supérieure à 100 UDE, soit l'équivalent de 150 ha de blé.

Définition

Une exploitation est dite «professionnelle» dès que l'emploi qu'elle génère équivaut au moins aux trois quarts d'un équivalent temps complet sur une année et que sa dimension économique atteint 8 UDE au moins, soit 12 hectares équivalent-blé.
Une exploitation est considérée comme exerçant l'agriculture à titre principal si au moins un actif familial travaille au minimum à mi-temps sur l'exploitation. Dans le cas contraire, elle est classée dans les exploitations exerçant une agriculture de complément.

Zoom sur les exploitations professionnelles

4 372 exploitations professionnelles occupent 92 % de la main-d'œuvre et cultivent 481 000 ha soit 97 % de la surface agricole utilisée

La moitié des exploitations professionnelles ont une dimension économique supérieure à l'équivalent de 150 ha de blé

Une exploitation disparaît tous les deux jours

En 2000, le recensement agricole dénombre 6 067 exploitations qui cultivent 497 639 ha de surface agricole utilisée, soit 67 % de la superficie totale du département. Depuis 1988, 27 % des exploitations ont disparu. Pendant cette période, la diminution s'est poursuivie à un rythme accéléré : - 2,6 % en moyenne par an contre - 1,4 % entre 1979 et 1988. La SAU moyenne par exploitation passe de 62 ha en 1988 à 82 ha en 2000. Si l'on ne retient que 4 372 exploitations professionnelles, la moyenne départementale atteint 111 ha. Le nombre d'exploitations de moins de 100 ha a diminué de 62 %. En revanche, les exploitations de plus de 100 ha ont vu leur nombre croître de 19 % depuis 1988. Les 660 exploitations (11 % du total) qui ont au moins 200 ha cultivent 187 000 ha, soit 38 % de la SAU du département.

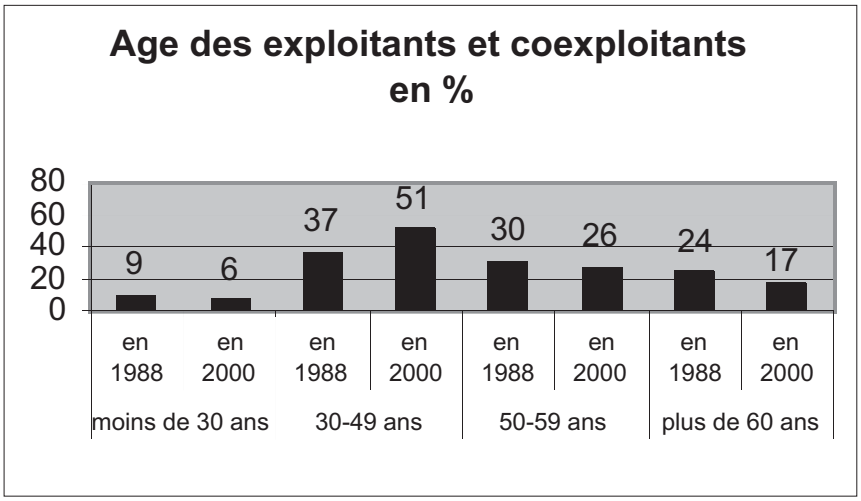
	Exploitations		SAU (ha)	
	1988	2000	1988	2000
Moins de 5 ha	1 864	1 549	3 283	2 746
5 à moins de 20 ha	1 206	624	14 103	6 340
20 à moins de 35 ha	1 053	341	28 971	9 452
35 à moins de 50 ha	862	375	36 163	15 291
50 à moins de 75 ha	1 017	641	62 240	39 934
75 à moins de 100 ha	641	576	55 406	49 804
100 à moins de 125 ha	416	424	46 252	47 436
125 à moins de 150 ha	305	358	41 695	49 078
150 à moins de 200 ha	423	515	72 783	89 539
200 à moins de 300 ha	356	475	85 420	114 550
300 ha et plus	142	189	57 393	72 839
Total	8 285	6 067	503 798	497 639

Source : SCEES Recensement agricole 2000

Chefs d'exploitation selon l'âge

	Effectif			
	1970	1979	1988	2000
Moins de 35 ans	1 172	1 314	1 207	839
35 à 49 ans	4 664	3 127	2 433	2 578
50 à 54 ans	875	1 692	1 131	1 003
55 à 59 ans	1 259	1 610	1 472	615
60 à 64 ans	1 307	463	1 143	377
65 ans et plus	1 417	1 120	899	655
TOTAL	10 694	9 326	8 285	6 067

Source : SCEES Recensement agricole 2000



Source : SCEES Recensement agricole 2000

A la rencontre des exploitants agricoles

3 exploitants sur 10 ont entre 40 et 50 ans

5,8 % des exploitants ont moins de 30 ans

Les moins de 50 ans deviennent majoritaires

Les chefs d'exploitation et coexploitants de moins de cinquante ans représentent 57 % des exploitants contre 46 % en 1988. Trois exploitants sur 10 ont entre 40 et 50 ans. Cette tranche d'âge a le nombre le plus important. Elle ne représentait que deux exploitants sur 10 en 1988. Les agriculteurs de plus de 55 ans sont moins nombreux, 27 % contre 41 % en 1988. Les départs en retraite et préretraite ont contribué au rajeunissement de la population malgré la faiblesse du nombre d'arrivées de jeunes. On comptait 780 de moins de 30 ans (8,5 %) en 1988, ils ne sont plus que 410 (5,8 %) en 2000.

Population et main-d'œuvre

L'agriculture perd des emplois familiaux

La main d'œuvre agricole permanente diminue au même rythme que la baisse du nombre d'exploitations. Celle-ci passe de 19 200 personnes en 1988, année du précédent recensement agricole, à 13 600 en 2000, soit une baisse annuelle de 2,8 %. Trois actifs sur cinq sont des actifs familiaux. Ceux-ci disparaissent légèrement plus vite que les autres actifs au taux annuel de 3 %. Au sein de la population familiale, la tendance à la baisse est contrastée. Alors que les exploitants, chefs et coexploitants, diminuent seulement de 2,1 % par an, phénomène lié au développement des formes sociétaires, les autres actifs familiaux ont leur effectif qui fond de plus de 40 %, soit 4,5 % par an depuis 1988. Ceux-ci participent moins à l'activité de la ferme. Les conjoints exercent le plus souvent un métier non agricole et les membres jeunes de la famille restent plus longtemps dans le système scolaire ou ne s'orientent pas vers la profession d'agriculteur. En 2000, chaque exploitation compte 2,2 actifs permanents. Ce nombre diminue légèrement depuis une vingtaine d'années. Une exploitation sur quatre emploie des salariés permanents contre une sur cinq en 1988.

Regard sur les emplois agricoles

4 372 exploitations occupent 10 220 emplois équivalent temps plein

Les chefs d'exploitation font de plus en plus appel à des salariés occasionnels, alors que les conjoints non exploitants et les autres actifs familiaux participent moins à l'activité de la ferme.

Une exploitation sur 4 emploie des salariés permanents

	Effectif ou UTA*		
	1979	1988	2000
Chefs et coexploitants à temps complet	6 437	5 939	4 331
Population familiale active sur les exploitations	17 483	14 887	10 358
UTA* familiales	12 846	10 478	6 871
UTA* salariées	7 186	4 907	4 092
UTA* totales (y compris Cuma)	20 101	15 470	11 061
Salariés permanents	6 772	4 287	3 257

Source : SCEES Recensement agricole 2000

* Une unité de travail annuel (UTA) équivaut au travail d'une personne occupée à temps complet à des travaux sur l'exploitation pendant une année

Rapide survol d'une longue histoire

Les premiers agriculteurs ont été identifiés dans l'Aisne il y a 6 000 ans

L'agriculture est présente depuis plus de 6 000 ans sur le territoire de l'actuel département de l'Aisne.
Elle apparaît en effet dans la vallée de l'Aisne, dès l'époque néolithique, comme en témoigne le site de Cuiry-lès-Chaudardes (4 900 à 4 700 avant J.C.). Ces premiers agriculteurs sont représentatifs de la civilisation dite "danubienne" car née en Europe centrale ou mieux de la "culture rubanée" du nom du décor en ruban des poteries. Des groupes humains installent leurs villages sur les terrasses de la rivière où ils pratiquent une agriculture sur brûlis. Ils cultivent deux espèces de blé et élèvent des bovins, des ovins et des caprins.
Plus tard, l'expansion démographique se traduit par le défrichement et la mise en culture des plateaux limoneux. L'archéologie aérienne révèle ainsi les traces de nombreuses fermes gauloises puis d'importants domaines gallo-romains.

La révolution provoque de profondes mutations foncières

Avec la vente des biens du clergé déclarés «biens nationaux» par l'Assemblée constituante en 1789, la Révolution provoque donc dans le département de l'Aisne (créé en février 1790) de profondes mutations foncières.

L'Aisne est particulièrement éprouvée par la guerre de 1914-1918

Sur ses 824 communes d'alors, 725 ont été plus ou moins endommagées, la moitié sont complètement détruites... En quelques années, l'agriculture retrouve pourtant sa place d'avant la guerre. Les terres dévastées font parfois l'objet de remembrements. Le manque de main-d'oeuvre agricole est résolu par le recours à l'immigration étrangère, surtout polonaise (plus de 10 000 Polonais introduits dans l'Aisne de 1921 à 1928). Les premières coopératives de stockage de céréales apparaissent au lendemain de la guerre et deviennent plus nombreuses au début des années trente avec la grave crise qui fait baisser les prix agricoles.

30 à 40 % des terres appartiennent au clergé

Au Moyen-Age et jusqu'à la Révolution, tandis que les défrichements se poursuivent, en particulier en Thiérache, le territoire actuel de l'Aisne est caractérisé par l'importance de la propriété ecclésiastique. En moyenne, 30 à 40 % des terres appartiennent au clergé, en particulier à une centaine d'abbayes qui les font exploiter par des fermiers. Il s'agit souvent dès cette époque de grandes exploitations qui dépassent la centaine d'hectares.

Le 19ème siècle

Le 19ème siècle est principalement marqué :
- par l'essor de la betterave sucrière (l'Aisne devient avant 1900 le premier département producteur avec un quart des sucreries françaises en 1914)
- par la spécialisation herbagère de la Thiérache après 1840-1880
- enfin par le recul, voire la disparition de la vigne dans le Laonnois et le Soissonnais où apparaissent alors des cultures maraîchères et fruitières de substitution. Le phylloxéra n'atteint le vignoble de l'Aisne qu'à partir de 1890 (première commune touchée : Trélou).

Après 1945 s'accélère la mécanisation apparue durant l'entre-deux guerres. On dénombre dans l'Aisne 2 842 tracteurs en 1948 et 16 776 en 1970. De nouvelles cultures sont introduites comme le maïs ou l'endive dans les années 50 ou encore les légumes de plein champ dans les années 70. Quant à l'élevage laitier, naguère présent partout, il disparaît dans de nombreuses exploitations avec la mise en place des quotas en 1984, cependant que le vignoble progresse dans la zone d'appellation Champagne, stimulé dans les années 80 par un marché en forte expansion.

La PAC modifie la physionomie des exploitations

Les réformes successives de la Politique Agricole Commune (PAC) en 1992 et 2003 mais aussi la prise en compte de nouvelles exigences en matière d'environnement, de traçabilité et de technicité ont commencé à modifier sensiblement la physionomie des exploitations agricoles de l'Aisne.

Les temps forts

4 900 ans av. Jésus-Christ, les premiers agriculteurs apparaissent dans l'Aisne

Période gallo-romaine, défrichement et mise en culture des plateaux limoneux

Du Moyen-Age et jusqu'à la Révolution, le clergé fait exploiter les terres par des fermiers. Apparition des premières exploitations supérieures à 100 ha

19ème siècle : spécialisation de l'activité agricole par petite région

Après la 1ère guerre mondiale, les terres font l'objet de remembrement et les premières coopératives de stockage de céréales apparaissent

De 1921 à 1928, plus de 10 000 ouvriers agricoles polonais sont introduits dans l'Aisne

Après la 2ème guerre mondiale, développement de la mécanisation, apparition de nouvelles cultures et mise en place des quotas laitiers

En 1962, la PAC est mise en œuvre puis réformée en 1992 et 2003

Les organisations professionnelles agricoles

Pour mémoire, doit être mentionnée la Société royale d'Agriculture créée en 1761 dans la Généralité de Soissons. Ses deux bureaux, l'un à Soissons, l'autre à Laon, ont fonctionné plus ou moins sporadiquement jusqu'en 1789.

Les premiers syndicats agricoles apparaissent dans l'Aisne en 1886

Après la loi Waldeck-Rousseau de 1884 qui autorise en France les syndicats professionnels, les premiers syndicats agricoles de l'Aisne apparaissent d'abord à Château-Thierry (en août 1886) puis à Laon (en mars 1887).
En 1914, il existe dans le département une cinquantaine de syndicats, communaux ou intercommunaux pour la plupart, regroupant au total déjà plusieurs milliers d'adhérents (7 000 en 1911 selon un chiffre officiel mais vraisemblablement sous-évalué).

L'Union des Syndicats Agricoles de l'Aisne (USAA) porte ses premières actions sur la défense des agriculteurs sinistrés par la guerre

Après la guerre de 1914-1918, de nouveaux syndicats se reconstituent, souvent sur une base cantonale. Leur action porte principalement sur la défense des agriculteurs sinistrés et l'indemnisation des dommages de guerre.
Le 11 juillet 1919, sept syndicats du Laonnois créent l'Union des Syndicats Agricoles de l'Aisne, à laquelle adhère rapidement au cours des années suivantes la quasi totalité des syndicats locaux du département.
Laissant la place de décembre 1941 à septembre 1944 à une Union Régionale Corporative Agricole affiliée à la Corporation Paysanne, l'USAA réapparaît après la Libération. Désormais structurée en 37 syndicats cantonaux, elle est depuis 1946 l'un des syndicats départementaux de la FNSEA.
A partir du 1er février 1920, l'USAA fait paraître deux fois par mois un bulletin. Le *«Bulletin de l'USAA»* devenu de 1942 à 1944 *«Le Paysan de l'Aisne»*, prend en 1951 le nom de *«L'agriculteur de l'Aisne»*. La collection complète est conservée et consultable (sur microfilm aux Archives départementales de l'Aisne pour la période de 1920-1946).

Les comices agricoles sont créés en vue de favoriser le développement de l'agriculture

A l'exemple des autres départements français, l'Aisne se dote dans le second tiers du 19ème siècle de plusieurs comices agricoles. Le plus ancien est celui de Château-Thierry, fondé en novembre 1837.
Apparaissent ensuite le comice de Marle en 1841, le comice de Vervins en 1842, le comice de Soissons en 1849 et le comice de Laon en 1851.
Le comice de Saint-Quentin, fondé en 1852 poursuit en fait les activités de la Société royale des Sciences, Arts, Belles-lettres et Agriculture créée à Saint-Quentin en 1829.

La Maison de l'Agriculture fédère les différents services rendus aux agriculteurs

Dès l'origine, les services administratifs de l'USAA et ceux de la Chambre d'Agriculture sont dirigés par un directeur commun. En 1930, ils s'installent dans la ville basse de Laon, près de la gare, où ils sont toujours aujourd'hui.
Depuis le 13 juin 1997, la nouvelle adresse de la Maison de l'Agriculture est 1 rue René Blondelle. René Blondelle (1907-1971), ancien président de l'USAA et de la Chambre d'Agriculture de l'Aisne, a été également au plan national président de la FNSEA puis président de l'Assemblée Pernanente des Chambres d'Agriculture (APCA).

«Jeunes agriculteurs de l'Aisne» regroupent les 16 - 30 ans

Le 10 novembre 1947 est créé, à côté de l'USAA, le Cercle Départemental des Jeunes regroupant alors les jeunes, garçons et filles, de 16 à 30 ans. Il est affilié au Cercle National des Jeunes qui devient en 1961 le Centre National des jeunes Agriculteurs. En 1991, le CNJA a tenu son congrès annuel à Saint-Quentin. En 2001, le CNJA prend le nom de «Jeunes Agriculteurs» (JA) et le CDJA de l'Aisne celui de JA02.

La Chambre d'Agriculture de l'Aisne assure la coordination entre les différents partenaires du monde rural

Instituées par une loi de 1924, les premières Chambres d'Agriculture ne sont élues qu'en février 1927. Suspendues pendant la seconde guerre mondiale, elles renaissent en 1952. Porte-parole de la profession agricole auprès des pouvoirs publics, chaque Chambre départementale apporte aux agriculteurs conseils et services tout en assurant la coordination dans le département entre les différents partenaires du développement de l'agriculture et du monde rural. La Chambre d'Agriculture de l'Aisne comprend actuellement 46 membres élus en janvier 2001 pour un mandat de six ans.